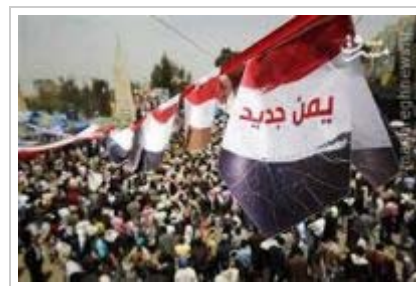


mercredi, 08 octobre 2014 09:45

le Yémen a ôté le sommeil au régime saoudien

IRIB- le mouvement populaire a abouti au renversement du gouvernement et à la mise en œuvre d'une participation nationale au pouvoir. Il s'agit d'un mouvement, composé de deux ou trois axes, un volet intérieur, un volet régional et international et un volet islamique et religieux.



Le Moyen-Orient est entré, actuellement, à partir de l'itinéraire du Yémen, dans une phase stratégique qui risquerait de durer plusieurs années avant que ses crises ne s'apaisent après la douleur d'accouchement. Il s'agit d'une étape que certains décrivent comme un passage forcé pour tracer l'espace stratégique de la région. Nous nous trompons si nous imaginons que les évolutions du Yémen se limitent à l'intérieur des frontières de ce pays, la vérité c'est que le Yémen s'est mué en un terrain de rivalité pour le changement, mais ce terrain ne s'achèvera pas avec ces changements. Le mouvement populaire a abouti au renversement du gouvernement et à la mise en œuvre d'une participation nationale au pouvoir. Il s'agit d'un mouvement, composé de deux ou trois axes, un volet intérieur, un volet régional et international et un volet islamique et religieux. Dans un article publié dans le quotidien libanais, al-Banaa, Amin Hoteit, spécialiste libanais des questions stratégiques de la région écrit : « S'agissant du volet national de ce mouvement, on peut dire que Ansarrallah a dirigé un mouvement de réformes, une action qui visait à en découdre avec la méthode répressive et corrompue régnante au sein du gouvernement et à faire parvenir au pouvoir un gouvernement populaire et inclusif dont la première priorité soit les intérêts du peuple. Dans ce domaine, le mouvement d'Ansarrallah a pris une très bonne initiative, il n'a pas utilisé ses succès sur le terrain, uniquement en sa faveur, et n'a pas mis les mains sur les zones sensibles du gouvernement, il a plutôt insisté sur le fait que tous ceux qui acceptent la participation au processus politique et sont dans la capacité d'assumer la responsabilité au sein du gouvernement, doivent entrer sur la scène, que ce soit ceux qui sont présents au mouvement d'Ansarrallah ou ceux qui sont, comme le parti al-Islam (la réforme), en dehors de cette coalition ou ceux qui les ont combattu. Aujourd'hui, la situation du pays est entre les mains des yéménites, ce sont eux qui doivent décider de leur gouvernement, assurer les vrais intérêts nationaux du pays, ou, soit, rejeter cette méthode et demeurer dans l'instabilité. S'agissant du volet islamique, les autorités Houthies ont présenté un rare exemple en Islam en termes d'interaction avec les autres. Cette approche repose, contrairement à la vision des Takfiris et des Wahhabites, sur la participation nationale et rejette d'isoler l'autrui. Ce, alors que les Takfiris et les Wahhabites rejettent l'autrui et considèrent les Chiites dont les Houthies font partie, comme des renégats. Les Houthies ne sont pas d'accord avec les points de vue des Takfiris et condamnent, avec véhémence, les crimes, les meurtres et les massacres. Ils veulent préserver le gouvernement et les établissements étatiques qui suivent le processus des réformes, ce qui est tout à fait contraire à l'attitude et aux comportements des Takfiris qui détruisent tout. De part cette approche, les Houthies ont donné une grande gifle au visage du Wahhabisme saoudien, soutenu et appuyé par les autorités américaines.

Sur le plan extérieur, qui semble beaucoup important que d'autres aspects et dimensions, une série d'actions sismiques et stratégiques a été provoquée dans la région, des actions qui avaient pris forme au Yémen. Au cours de ces dernières décennies, le Yémen était la cour-arrière de la famille régnante des Saoud, à Riad. L'Arabie avait une pleine emprise sur les prises de décision du Yémen. Ils avaient fait du Yémen un centre pour se créer un espace stratégique sur trois niveaux, c'est-à-dire le Golfe persique, le monde musulman et le monde arabe. Mais, aujourd'hui, suite à la chute du gouvernement à la solde des Saoudiens et le lancement de la création d'un gouvernement d'union nationale, le Yémen suit ses propres choix. Les Saoudiens ne peuvent plus imposer leurs décisions au

gouvernement yéménite, surtout qu'un poids dénommé « les Houthis » est présent au gouvernement. Aujourd'hui, les choses ont radicalement changé. Ce changement a même directement affecté les Saoudiens, ainsi que la région. Le point plus intéressant encore c'est que le régime saoudien est inquiet de voir le nouveau gouvernement yéménite élargir et promouvoir sa coopération avec l'Iran. par conséquent, la sortie du Yémen de l'emprise des Saoudiens a laissé des impacts politiques et stratégiques dans diverses dimensions. Le premier impact, c'est celui laissé au niveau de la situation intérieure en Arabie Saoudite. L'Arabie savoure le goût amer de la défaite dans une région qui était sous son influence et y suit de près la situation. L'Arabie voit que sur ses frontières Sud, un gouvernement est en train d'être mis au point qui n'est pas tellement compatible avec les stratégies politiques de Riad et qui est en désaccord avec lui sur certaines questions religieuses. En tout état de cause, Riad n'a pas la capacité nécessaire pour dissuader ce gouvernement ou de le contraindre à la reddition. Et ces inquiétudes laisseront dans l'avenir leurs effets sur les choix saoudiens en termes de politique régional d'une manière générale. Par ailleurs, le retrait du Yémen du pré-carré de l'Arabie, exhortera les autres pays du Golfe persique à suivre des démarches similaires pour réduire le niveau de domination et d'emprise de Riad. Les Emirats Arabes Unis comptent parmi ces pays qui voient dans la situation au Yémen une bonne opportunité en vue d'échapper à l'emprise saoudienne. Cette approche peut déboucher sur l'effondrement du Conseil de coopération du Golfe persique. Sur le plan régional, nous voyons que la crainte des Saoudiens est surtout pour le détroit de Bab al-Mandab, car leurs liens avec le détroit d'Hormuz sont très faibles et leurs rapports avec le canal de Suez prêtent à confusion. L'autre pays de la région, c'est l'Egypte. L'Egypte veut retrouver son siège et son statut stratégique en proportion de sa géographie politique. Ce pays est, donc, entré dans une rivalité avec les Saoudiens. Le Président égyptien, Abdul Fatah al-Sissi n'accepte pas la dépendance envers les Saoudiens. Il n'accepte pas que les Saoudiens décident d'être le principal berceau idéologique de l'Islam et que l'Egypte ne soit qu'en charge d'être invitée à ces idéologies. Cela n'est pas acceptable de la part du gouvernement égyptien, surtout de la part d'Al-Sissi en personne. Al-Sissi veut établir des relations à égalité avec les pays de la région. Malgré les aides économiques saoudiennes, le Caire ne veut pas être tributaire vis-à-vis de Riad. L'Arabie Saoudite a joué, depuis longtemps, avec la carte de l'Irak et a empêché la formation du gouvernement de ce pays, car elle prétendait que tout gouvernement qui ne soit pas à l'écoute de Riad, sera, certainement, sous l'emprise et la domination des Iraniens. L'Arabie a procédé à des expéditions militaires à Bahreïn, pour y barrer la route aux réformes politiques pacifiques, car ces réformes pouvaient transformer les Chiïtes et en corolaire, l'Iran, en un partenaire dans les prises de décision du gouvernement. L'Arabie a tout fait, également, pour renverser le gouvernement de Bashar al-Assad, et c'est que le gouvernement syrien se trouvait dans l'axe de la résistance et tentait de recouvrer ses droits nationaux et ethniques et pour ce faire, il avait noué une alliance stratégique avec l'Iran. L'Arabie a mis également dans l'impasse les dossiers politiques au Liban, et c'est uniquement parce que la situation lui a échappé le contrôle et elle vise à anéantir l'axe de la résistance. L'Arabie veut détenir le monopole des décisions au Liban. Dans cette conjoncture, nous voyons comment les évolutions du Yémen se sont abattues, comme un foudre sur les Saoudiens et leur ont ôté le sommeil et abîmé leur rêve de se créer un espace stratégique pour se protéger. C'est pour cette raison que l'Arabie a avancé son offre généreuse au Liban, parce qu'elle ne voulait pas que ce pays se transforme en un autre Yémen. Le danger le plus important dans la région risquerait émaner du conflit d'intérêts entre l'Arabie et les Etats-Unis. Pour empêcher ce conflit d'intérêts, l'Occident a créé la coalition régionale et occidentale, dirigée par les Etats-Unis, pour renforcer ses forces dans la lutte contre Daesh. Mais, cette lutte a un objectif caché qui consiste à empêcher l'organisation et l'amélioration des trois pays arabes, c'est à dire l'Irak, la Syrie et le Liban avec l'Iran et de freiner ainsi la création d'un axe puissant faisant obstacle à l'hégémonie américaine et à la domination des Saoudiens.